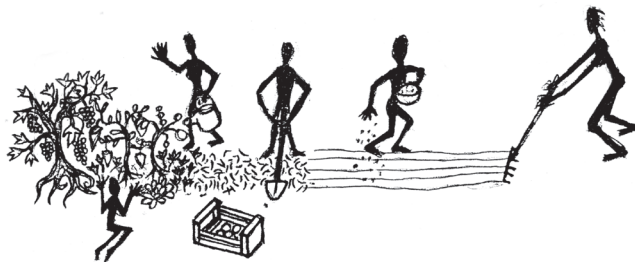


LESE

décembre
N°1
2010

BETON



Edito

« Bon d'abord, qui écrit ? »

Des opposant-e-s au projet d'aéroport, qui ont choisi de venir vivre sur place pour apporter leur pierre (et leur poireau!) à cette lutte. On essaye d'en dire plus sur notre démarche quelques pages plus loin...

« Mais alors, pourquoi un journal ? »

On est parti du constat que l'on manque de liens avec les habitant-e-s des bourgs alentours, qu'il y a souvent une méfiance, ou du moins une méconnaissance réciproque. On aimerait pouvoir se rencontrer, débattre, expliquer ce que l'on vient faire ici. Donc, un journal pour communiquer des infos, proposer des réflexions, faire se rencontrer les gens, les idées. Parce

que l'on pense qu'il est possible, ensemble, de faire reculer ces projets d'aménagements imposés (aéroport, barreau routier).

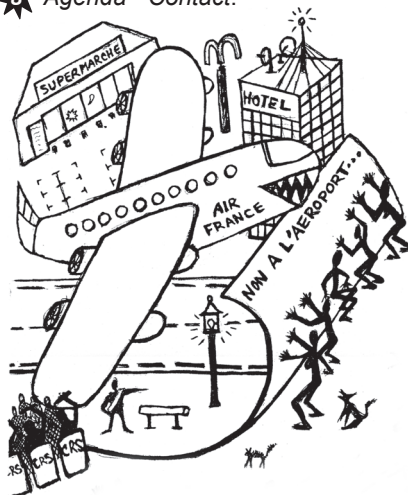
Parce que malgré les discours triomphants qui parlent de l'opposition à l'aéroport au passé et de celui-ci comme s'il était fait, nous croyons possible de se fédérer autour d'un refus clair pour

constituer une force collective. Ainsi nous espérons briser les logiques individuelles qui nous isolent. D'autres luttes ont été victorieuses, de Plogoff au CPE en passant par le Carnet.

Ce journal est ainsi un premier numéro, né un peu laborieusement parce qu'il n'est pas évident de se donner du temps pour écrire collectivement, entre réunions, chantiers de construction de cabanes, actions contre l'enquête publique ou chouettes discussions auprès du poêle... On espère que d'autres numéros suivront et d'ici là, rencontrons-nous !

Sommaire

- ★ Pourquoi on est là ?
- ★ Historique des occupations.
- ★ Paroles d'un nouvel habitant de la ZAD.
- ★ Toujours plus vite, toujours plus loin.
- ★ Retour sur les événements de novembre.
- ★ Ré(d)action.
- ★ Agenda - Contact.



Brèves

Assemblée générale populaire

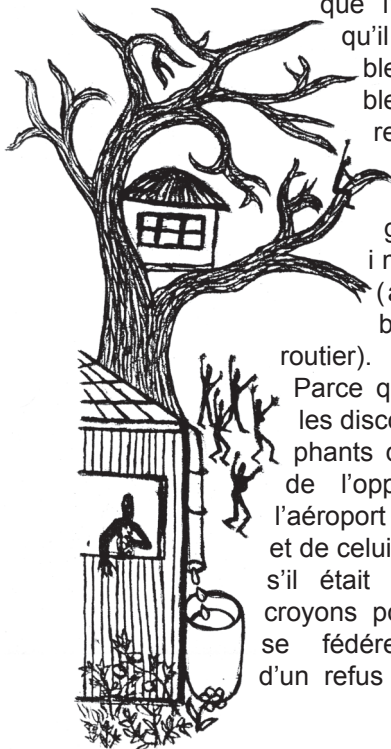
Cet été, nous avons invité à une assemblée générale sur la place de Notre Dame des Landes suite à des menaces de procédures d'expulsion visant cinq lieux occupés (un terrain à l'Isolette avec une caravane, la maison et le terrain occupé des Planchettes, une cabane aux Fosses noires, les maisons des Rosiers et de la Gaieté). 80 personnes étaient venues, parfois de loin, pour discuter. Entre prises de bec et débats chaotiques, quelques belles propositions, de la colère et de l'énergie. Répondant à l'idée de créer des comités locaux, différents groupes ont vu le jour et s'organisent dans d'autres villes. Les propositions d'actions n'ont pas eu beaucoup de suite (pour l'instant ?) mais les AG se poursuivent régulièrement, à moins nombreuses (pour l'instant ?), un vendredi tous les quinze jours. Prochaine AG le vendredi 10 décembre. Le lieu reste à définir et l'info sera notamment disponible sur nantes.indymedia.org

Site internet

Le site, c'est comme le journal, on en parle depuis longtemps mais ça met du temps à se mettre en route ! La bonne nouvelle c'est que c'est pour bientôt, à l'adresse :

C'est pas signé ?

La plupart des textes ne sont pas signés parce qu'ils sont le fruit d'un travail collectif et puis parce qu'on n'attache pas beaucoup d'importance à la propriété privée. Si vous appréciez particulièrement un des textes, n'hésitez pas à le republier ailleurs, à le modifier, à le photocopier ou même à dire à vos voisin-e-s que c'est vous qui l'avez écrit !



Indymedia

nantes.indymedia.org, c'est un site d'information sur les luttes qui fonctionne en open publishing, c'est à dire que chacun-e peut publier sur le site des infos, des articles, des dates de rdv. Il y a une rubrique « aéroport » dans laquelle vous pouvez trouver ou mettre des articles. Indymedia existe aussi à Paris, Grenoble, New-York, etc.

Illes / ceux / etc.

Dans notre bonne vieille grammaire française, le masculin l'emporte sur le féminin. Du coup le pronom personnel « ils » peut aussi désigner des femmes. Mais nous, on n'a jamais trop compris pourquoi, alors on prend la liberté d'écrire « illes » : comme ça, on est sûr-e-s que tout le monde est concerné. De la même façon, on écrit « ceux » pour dire « celles et ceux » ou « elleux » pour dire « elles et eux ». On espère que ça ne gênera pas trop votre lecture.

ZDD ? ZAD ?

Aujourd'hui rebaptisée zone de délaissement (ZDD), la ZAD, qui signifie officiellement zone d'aménagement différé, n'existe plus depuis la fin du second décret (1988) qui l'a créée. Mais on aime bien utiliser ce sigle pour désigner la zone à défendre sur laquelle on vit.

Blocage péage – dimanche 14 novembre

L'AG Interpro, qui continue les actions contre la réforme des retraites, bloque le péage du Bignon. Le péage devient gratuit pour les automobilistes, qui choisissent cependant souvent de soutenir la lutte en donnant l'argent aux manifestant-e-s. Autant de perdu pour Vinci (Cofiroute) et de gagné pour la lutte. Bravo !

Infotour

Une petite bande est sur la route pendant le mois de décembre pour faire des soirées d'info sur la lutte contre l'aéroport et son barreau routier, mais aussi sur les projets urbanistiques et de développement de la nécropole nantaise. Illes passeront par Paris, Lille, Gand, Reims, Genève, Lyon, Grenoble, Gap, St Etienne, Bordeaux, Toulouse, l'Ariège, Montpellier, Arles, Marseille, Forcalquier, les Cévennes, le Limousin.

Pourquoi on est là ?



Depuis deux ans, les occasions de rejoindre la lutte contre l'aéroport n'ont pas manqué. Pour beaucoup d'entre nous, nous nous sommes mobilisé-e-s contre les forages géotechniques, nous avons participé au camp climat et à la création du jardin collectif de l'Epine. La construction d'un aéroport international à Notre Dame des Landes n'est malheureusement pas la seule chose contre laquelle il nous semble important de lutter. Mais la ré-

menace permanente que représente ce projet.

De notre côté, nous sommes convaincu-e-s qu'il est encore possible d'empêcher le projet. Nous ne basons pas notre espoir sur un manque de finances de dernière minute, ni sur un changement providentiel de majorité politique, mais sur la possibilité d'organiser un véritable rapport de force. Nous ne sommes pas des marchandises, une force de travail qui peut être utilisée jusqu'à 62 ans et être déplacée en fonction des intérêts du moment. Nous voulons choisir notre vie, créer des solidarités et pouvoir élaborer des projets ensemble, plutôt que de subir ceux des capitalistes.

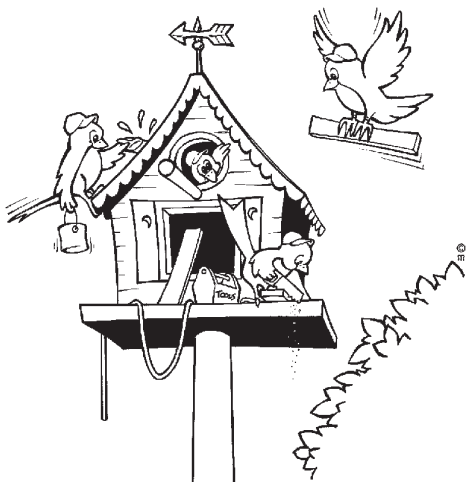
De notre côté, nous sommes convaincu-e-s qu'il est encore possible d'empêcher le projet

sistance qui s'est construite ici nous a touché-e-s. Partout, la machine capitaliste se met en branle en écrasant tout sur son passage. Partout, des populations sont aménagées au gré des lubies du corps politique et de l'appât du gain. Mais ici les habitant-e-s de Notre Dame des Landes, comme ceux du Carnet, du Pellerin ou de Plogoff, se sont organisé-e-s pour faire obstacle à la machine. Cependant, nous avons constaté qu'après 40 ans de lutte contre un système qui semble invincible, la détermination a parfois laissé la place à la résignation. C'est quelque chose qui peut se comprendre : il est certainement épuisant de vivre avec la

Au cours du camp climat, un appel a été lancé pour occuper la ZAD. Nous avons choisi de venir vivre ici afin de mieux comprendre le contexte local et d'apprendre à connaître les autres gens qui luttent contre cet aéroport. Nous avons choisi d'habiter au milieu de la zone qu'ils veulent détruire afin de pouvoir surveiller l'avancée des tra-

La logique qui est en œuvre avec la construction de l'aéroport, c'est celle de la croissance économique.

vaux et de pouvoir les empêcher physiquement. Nous avons choisi d'occuper les terrains et maisons laissés à l'abandon par le Conseil général, parce que si on avait demandé, ils n'auraient pas voulu qu'on vienne, parce que nous ne voulons pas leur donner d'argent, parce que les maisons sont faites pour être habitées. La logique qui est en œuvre avec la construction de l'aéroport, c'est celle de la croissance économique. C'est cette même logique qui pousse industriels et politiques à détruire des anciens bâtiments pour en faire des neufs, à laisser à l'abandon



des maisons en bon état pour faire de la spéculation. Les ressources matérielles et humaines sont alors sacrifiées sur l'autel de la croissance. En utilisant les maisons laissées à l'abandon, nous agissons directement contre cette logique.

Notre société repose sur l'individualisme. Chacun-e se retrouve seul-e à gérer sa survie et à affronter ses difficultés. Les choix que nous avons faits nous aident à sortir de cet isolement et à construire des choses ensemble, à nous organiser pour que notre existence ne puisse plus être niée. Ensemble, nous aimerions avoir la possibilité de répondre collectivement à nos besoins plutôt que de toujours payer des gens pour travailler pour nous.



Le projet d'aéroport est l'aboutissement d'un système où quelques-un-e-s peuvent décider pour tou-te-s. Si on demande à ces quelques personnes de renoncer à leur projet, on s'attaque aux conséquences sans s'attaquer aux causes. Le projet d'aéroport est la simple conséquence d'un système qui repose sur une énorme délégation du pouvoir. Pour cette raison, nous sommes attaché-e-s à agir en notre nom et à parler en notre nom. Pour cette même raison, ce journal n'indique les positions que des gens qui l'ont écrit et non pas l'opinion de tou-te-s les opposant-e-s à l'aéroport, ni même l'ensemble de ceux qui ont choisi d'occuper les terres et maisons du Conseil général et de l'Etat.

Nous refusons de n'être que les petits rouages d'une grosse machine sur laquelle nous n'avons aucune prise.

Historique des occupations.

En 2007, une première maison est squattée. Aujourd'hui, une quinzaine de lieux (maisons, terrains, forêts) sont occupés. Comment cela s'est-il déroulé ?

Tout commence en 2007 lorsqu'une maison risque d'être détruite. Les associations cherchent des gens pour l'habiter et un groupe s'installe. Le Rosier est la première habitation occupée. La mairie de Vigneux, qui est alors gestionnaire, tergiverse puis refuse clairement de faire un bail. Les associations lâchent la partie, et les occupant-e-s restent en situation de squat.

En août 2009, plusieurs centaines de personnes débarquent sur la zone pour un camp action climat (campement sur une base autogérée en vue d'actions directes liées aux problématiques de changement climatique) et/ou pour une «semaine des résistances» avec concerts et conférences, et avec les associations, organisations et partis politiques. Au cours de la semaine, quand les habitant-e-s du Rosier viennent parler de leur situation, quelques personnes du coin lancent un appel à venir occuper friches et maisons vides. Les discussions autour de cet appel se poursuivent chaque jour et à la fin du camp climat une équipe décide de rester : une semaine plus tard une nouvelle maison, La Gaieté, est ouverte.

En octobre, le terrain des Planchettes commence doucement à être occupé : un premier chantier pour faire une «cabane des résistances» qui deviendra notre lieu d'information et de réunions, puis un autre pour une habitation. On prend deux autres lieux au cours des mois qui suivent : une maison et un terrain. L'hiver est jalonné de chantiers : constructions, remises en état mais aussi mobilisation autour des habitant-e-s de la maison des Planchettes qui vivent dans un vrai taudis. Parce qu'avec ces baux précaires l'entretien des bâtiments est à la charge des locataires, et eux n'ont ni la tune ni la capacité physique de faire les travaux. Illes veulent quitter les lieux et attendent du Conseil général un relogement correct... qui n'arrive pas. Alors en attendant, c'est à nouveau les chantiers : réparer le toit, les vitres, ramonage, peinture, remettre l'eau chaude, faire le bois... Ces personnes n'obtiendront un relogement qu'en mai.

Mai justement, le grand mois des occupations : six nouveaux lieux

sont repris, des maisons mais aussi des terrains occupés avec caravanes et yourtes. Le Tertre, une petite maison, est sabotée par la DGAC (aviation civile) : toit percé, cadres de portes et de fenêtres retirés. En une journée elle est remise en état et habitée. Une fois les ancien-ne-s habitant-e-s parti-e-s, la maison des Planchettes est transformée en lieu d'accueil, avec une cuisine, une friperie, un dortoir. C'est aussi là que se trouve notre supermarché : l'endroit où sont déposés les récups de bouffe, les surplus des jardins ou les cadeaux pour que chacun-e vienne se servir.

Les occupations débutent seules : nous n'avons de nouvelles ni des flics ni des proprios. Les voisin-e-s accueillent généralement bien notre arrivée : coups de mains, coups à boire mais aussi parfois coups de gueule. Les temps sont plutôt à la construction d'un village autogéré étendu, comme si rien ne devait troubler notre tranquillité. En plus des chantiers, ce sont les jardins qui demandent maintenant de l'énergie : chaque maison a son propre potager et nous nous lançons dans une grande culture collective de patates. Comme nous sommes de plus en plus nombreuses, nous avons besoin de mieux nous coordonner : passer les infos, trouver des renseignements, partager des coups de mains, des projets, du matos... Cahin-caha on essaye de mieux s'organiser, mais alors c'est pas d'la tarte !

En début d'été 2010, deux nouvelles maisons sont occupées. Et puis le 15 juillet, mauvaise surprise, un huissier passe dans cinq habitations et donne une sommation à déguerpir avant le 30 sous peine de procédure d'expulsion. Il faut bien dire que tout était si tranquille que c'est la dernière chose à laquelle on s'attendait. C'est le branle bas de combat sur la ZAD : entre réunions d'urgence, et discussions/re-discussions de dizaines de questions, nous occupons le Conseil général (propro des cinq lieux) et lançons une première assemblée générale dans le bourg de NDDL. L'AG rassemble 80 personnes des bourgs, de Nantes et de campagnes plus éloignées, et c'est un vrai capharnaüm - comme se doit

d'être une première AG - d'où ressort l'idée de s'organiser en comités locaux et aussi de se revoir. Donc on se voit tous les 15 jours, aux Planchettes, et quand c'est pas AG, c'est guinguette et on fait la fête.

L'huissier repasse début août relever les noms des occupant-e-s... et puis plus de nouvelles (bonne nouvelle). Août 2010, sur la ZAD l'ambiance reste fébrile : occupation d'un nouveau lieu et construction de cabanes dans les arbres pour mieux résister en cas d'expulsion.

L'automne voit encore arriver de nouvelles personnes et de nouveaux projets : construction d'une cabane sur une autre friche avec un projet de fournil, ouverture d'une maison pour y vivre mais aussi pour y faire des cantines et une bibliothèque, et d'une autre pour y faire un gîte (gratuit hein!) dans l'idée de pouvoir accueillir des groupes qui voudraient jeter un œil à cette lutte.

L'appel à occuper ce territoire menacé continue à se diffuser pour renforcer la lutte ...

C'est un peu vieux, mais ça vaut le coup d'oeil !

Extrait d'un compte-rendu du Conseil municipal de Nantes, octobre 2009, intervention de M. Jacquet, directeur de la DDEA :

« En 2003, a eu lieu un moment important, avec un débat public sur ce projet d'aéroport. Vous voyez quelques chiffres pour montrer toute l'association et la participation : 16 réunions publiques, 7400 personnes, 1860 questions, 70 heures de débat. Ceci montre tous les échanges qui ont eu lieu à l'occasion du débat public. »

Tout est vraiment très beau et fonctionne très bien. Dommage qu'ils aient oublié de préciser oh combien nous étions heureux-ses d'accueillir cet aéroport !

Procès

Octobre 2009, quelques opposant-e-s avaient entarté Claude Bricot, responsable au Conseil général du foncier pour l'aéroport, alors qu'il venait raconter sa propagande lors d'un « débat » public. Face à la violence sanguinaire (!!) des opposant-e-s, il porte plainte. Sept personnes ont donc été convoquées au tribunal de grande instance de Nantes le 11 octobre. Le procès est reporté au 6 avril. A suivre donc.*

**Entarter, définition non issue du Larousse : appliquer une tarte à la crème sur le visage de quelqu'un-e afin de rendre manifeste le ridicule de son discours et/ou de ses actes.*

Paroles d'un nouvel habitant de la ZAD.

Témoignage d'un militant de longue date, qui a choisi au printemps dernier de venir habiter sur la ZAD.

J'ai fait le choix de vivre sur la ZAD comme plusieurs personnes qui habitent Notre Dame des Landes et Vigneux de Bretagne.

Après le Camp Action Climat d'août 2009 à Notre Dame des Landes, plusieurs habitations vides et terres en friches ont été occupées pour dire non à la logique de mort qu'annonce le projet d'aéroport.

En occupant la zone que « les décideurs » veulent détruire pour leur propre profit, j'affirme radicalement mon refus des stratagèmes de ceux qui tentent d'aménager ma vie.

Je suis un nouvel habitant qui a le désir de partager autre chose qu'un aéroport.

En restaurant ma maison, en faisant mon jardin, en multipliant mes liens sociaux locaux, j'entrevois très bien ce que pourrait devenir cet espace menacé par la cupidité des puissants sans une infrastructure aéroportuaire.

Je suis ici pour nuire aux programmeurs du désastre et à leurs organisations.

Je ne suis pas résigné malgré l'énergie colossale qu'il me faut pour mener cette lutte car je sais que si je baisse les bras maintenant c'est un pan de ma liberté que je perdrais.

En construisant un nouvel art de penser, de créer et d'agir ensemble, je souhaite mettre fin à ce qui me pend au nez : le béton et le vide.

Les assemblées générales populaires, les chantiers collectifs, les guinguettes, les cantines populaires, les différents ateliers qui m'aident à lutter sont des instants et des lieux pour me retrouver avec d'autres, avec l'envie d'être plus fort-e-s.

Je me sens riche auprès de la multitude qui refuse le bétonnage

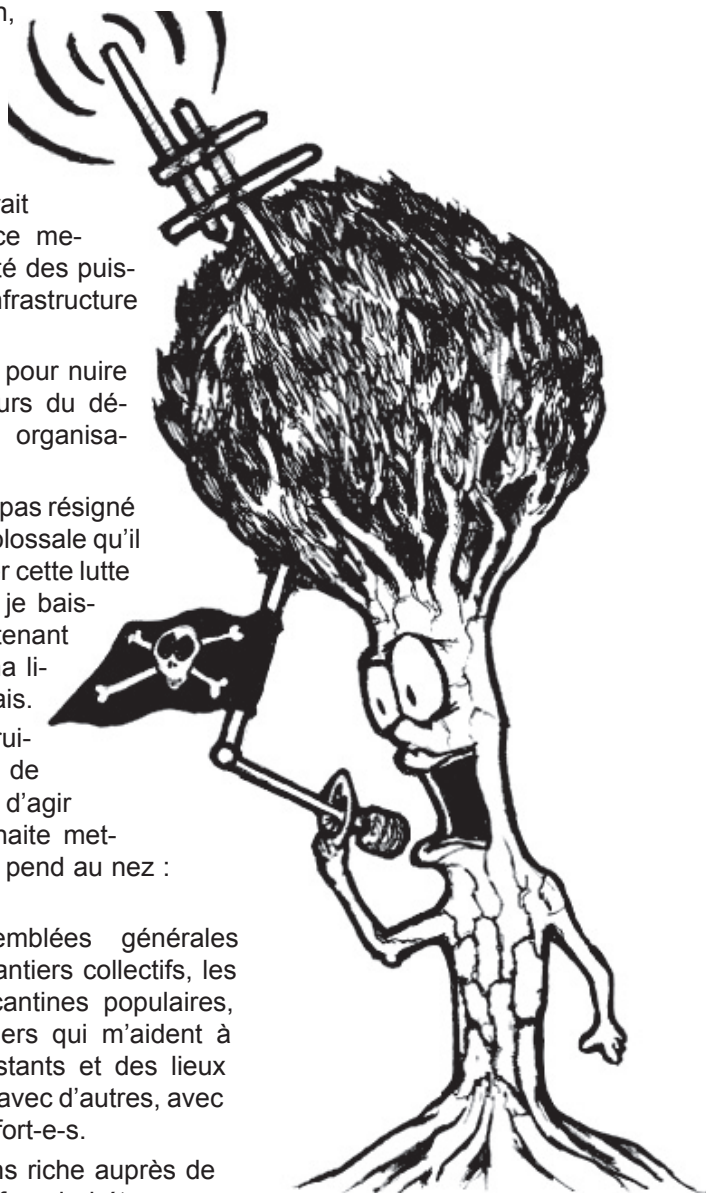
de sa parole et je vous invite à ne pas rester isolé-e-s dans le silence des pantoufles.

Mon arme la plus redoutable pour faire vaciller le pouvoir c'est ma volonté d'en finir une bonne fois pour toutes avec ceux qui le gèrent.

Par ma volonté je viens saboter le projet d'aéroport. Et par ma créativité je veux rendre cette lutte joyeuse.

L'aéroport n'est qu'un projet couché sur du papier qui ne demande qu'à brûler. Et je suis comme un feu ardent qui ne s'éteint pas.

Rejoignons-nous.



Toujours plus vite, toujours plus loin

Texte réadapté d'un article de « A toute allure », journal de la lutte du Val Susa contre le TGV Lyon-Turin. Comme quoi, nous affrontons une logique destructrice identique partout où le système capitaliste domine (partout dans le monde ?) ...

Dans ce coin du monde, on veut nous faire accepter la construction d'un nouvel aéroport. Un grand, un beau, tout écologique et créateur d'emplois, facteur de relance, fierté du « grand Ouest ». Un aéroport ! Oui, mais pour quoi faire ? Le plaisir de voyager, comme aventure et découverte, est une chose. La nécessité de se déplacer le plus rapidement possible en est une autre. Avions, TGV et autoroutes ne sont rien d'autre qu'une réponse à cette fausse nécessité : celle de parcourir le plus grand espace en le moins de temps possible.

De quel espace et de quel temps parlons-nous ? Vite fait bien fait de Nantes à Berlin et de Berlin à Nantes, agrippé-e à ses 24 heures, chacun-e trouvera au lieu d'arrivée le même coca, le même sandwich et le même ennui qu'au lieu de départ. Avec le transport aérien, il est possible de rejoindre le même ennui, le même sandwich et le même coca en cinq heures

Pourquoi et pour qui gagner du temps ?

plutôt qu'en douze, plutôt qu'en cent. Ben dites donc ! C'est ça le progrès sensé nous rendre bouche bée d'admiration ? On nous présente le gain de temps comme un besoin humain que chacun-e devrait pouvoir satisfaire, mais pourquoi et pour qui gagner du temps ? Le temps est-il un bien qui se gagne ou se perd, et l'espace une étendue neutre à vaincre ?

Il ne s'agit pas uniquement des déplacements mais du rythme même de nos vies : une accumulation de moments collés les uns aux autres, une course rapide et nécessaire. Parce qu'on n'a pas le temps, on doit travailler, produire, toujours plus vite, pour que la machine capitaliste tourne, tourne. Et quelle place pour des pensées, des désirs ou des actes qui ne soient pas marchandises, qui ne soient pas calculables ?

C'est donc ça notre vie ? Il semblerait que oui. Paradoxalement il semblerait que c'est lorsque chaque instant est devenu égal aux autres,

lorsque chaque lieu est devenu identique, que le fait de se déplacer le plus rapidement possible est devenu une conquête. On n'a finalement jamais été aussi perdu-e-s qu'avec le GPS : on sait où l'on va mais on ne sait jamais où l'on se trouve. De même avec l'avion ou le métro : on rentre à un bout, on

Une attaque contre le sens de la vie même

ressort à l'autre et entre les deux, rien ! Un genre de téléportation.

On raserait des haies pour pouvoir bétonner à Notre Dame des Landes. On éventrerait le bocage, on dévasterait des jardins. On expulserait, on déplacerait des vies - comme si une terre en valait une autre. On dédommagerait - comme si l'enracinement dans un lieu valait de l'argent. C'est vrai, mais il y a plus. Les déplacements à grande vitesse ne sont pas seulement une attaque contre la vie de quelques bocages, mais une attaque contre le sens de la vie même.

Pour notre part, nous ne laisserons pas cet aéroport se construire tranquillement. Non pas parce que l'abandon de tel ou tel projet nuisible change fondamentalement les choses, mais dans l'espoir que cela contribue à entraver la machine capitaliste et le monde qui en découle.

Revue Z

La revue Z, très belle revue itinérante de critique sociale, est venue au printemps traîner ses guêtres dans le coin. Au sommaire du n°4 (automne 2010), un gros dossier sur la lutte ici, mais aussi sur le développement du capitalisme vert, des écométropoles et autres arnaques durables, et des articles sur des résistances face à de gros projets d'aménagement au Mexique et en Equateur ... Bref, de quoi lire ...

Alors si vous voulez vous la procurer, et bien ça ne va pas être facile ! Vous pouvez errer sur la ZAD jusqu'à croiser quelqu'un qui aurait justement un exemplaire sous le bras, et lui extorquer cet exemplaire. Vous pouvez tomber sur un point de diffusion, mais ce sera un peu aléatoire vu que pour l'instant on n'en a pas à vous indiquer (mais si vous voulez diffuser, contactez-nous !). On se croisera peut-être à un rassemblement où on en aura une grande quantité. Si en dépit de tout cela, rien ne marche et vous la voulez sans attendre, et bien il est possible de commander à la source : contact@zite.fr

Les titres auxquels vous avez échappé !

On s'est bien creusé la tête pour trouver un chouette titre à ce journal, la preuve on a aussi pensé à :

« Du plomb dans l'aile », « La criée de la ZAD », « Empêcheur-se de voler en rond », « Hors piste », « 1000 vaches plutôt que du tarmac », « L'aérogare à toi », « Les agité-e-s du bocage », « L'écrit des landes » ...



Retour sur les événements de novembre

Débroussaillages pour des études sur le tracé du barreau routier et enquête publique sur le remembrement ont rencontré une opposition déterminée...

C'est en catimini que le projet de l'aéroport avance. D'un côté, l'entreprise Biotope doit réaliser des petits carottages concernant l'écoulement des eaux (entre le 18 octobre et la fin de l'année). De l'autre, doit se dérouler une enquête publique pour vanter le remembrement lié à l'aéroport et à son barreau routier (8 novembre au 10 décembre).

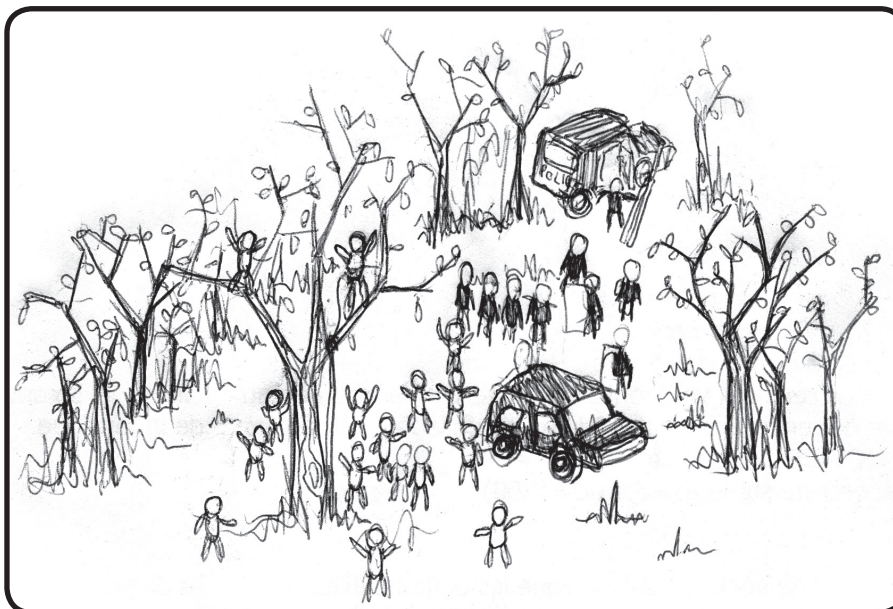
Mais sur le terrain, début novembre, un groupe qui se promène se retrouve face à des travaux d'une autre nature : un gyrobroyeur débroussaillait des parcelles à l'emplacement de la desserte routière. Les lieux et le matériel sont alors surveillés ; deux gardes de sécurité privé (Securitas) protègent l'engin destructeur, des voitures de gendarmerie patrouillent dans le secteur des travaux.

Un groupe d'une trentaine de personnes parvient cependant à se frayer un chemin à travers bois jusqu'à la machine en évitant les gendarmes. Plusieurs personnes mettent leurs corps en barrage devant le tracteur pour le forcer à s'arrêter, ce que le conducteur fera difficilement tant il semblait empli d'un haut sentiment de devoir envers la mission qui lui était confiée. Devoir qui semblait donc presque s'accommoder d'écraser deux ou trois opposant-es. Pendant que de la terre emplait le réservoir du tracteur et que d'autres sabotages ont lieu, certain-e-s tentent de calmer le conducteur, en lui assurant que ce n'est pas une attaque contre sa personne et qu'il devrait peut-être en profiter pour faire une pause. Les vigiles, semblant un peu perdus, ne peuvent rien faire. Le groupe s'éclipse dès que les forces répressives sont appelées en renfort.

Cette action d'opposition phy-

sique et non purement symbolique a semblé t-il principalement eu pour effet d'agacer les bleus, qui ont ouvert une enquête. La machine, elle, a visiblement été réparée très rapidement et les travaux ont continué le jour même et les jours suivants... L'arsenal militaire entourant l'engin sera, à partir de ce moment, nettement plus conséquent.

Quelques jours plus tard, une joyeuse équipe tente vainement de devancer la machine infernale du côté de Malville, vers la zone de la Croix-Rouge. Après une course-poursuite dans les friches, une quinzaine de person-



nes sont conduites à la gendarmerie de Savenay pour un contrôle d'identité de 4 heures.

Le lundi suivant, les travaux de relevés repartent de plus belle. C'est aussi le jour de l'ouverture de l'enquête publique sur le remembrement (processus autoritaire visant, notamment, à regrouper, redéfinir les limites des parcelles agricoles pour obéir aux lois du productivisme et dans ce cas précis, laisser la place à un aéroport international) dans le bourg de NDDL. Les représentant-e-s de l'État et du Conseil général venu-e-s ce jour participer au simulacre de démocratie qu'est cette enquête publique (les décisions sont prises dans des commissions où siègent notamment technocrates et diri-

geants agriculteurs) ont été reçu-e-s par une soixantaine d'opposant-e-s : membres de l'ACIPA, de l'ADECA, habitant-e-s de la ZAD, du bourg, sympathisant-e-s de Nantes et d'ailleurs... Comme pour leur signifier qu'ils ne sont pas les bienvenu-e-s, les serrures du bungalow dans lequel illes devaient s'installer sont bouchées, puis, après qu'illes se sont réfugié-e-s dans la mairie pendant deux heures, plusieurs opposant-e-s leur barrent l'accès au local et illes ne repartiront qu'à l'arrière de la dépanneuse, pneus dégonflés... Une scène qui a n'a pas manqué de nous faire rigoler!

Ce groupe présent à Notre-Dame décide alors de profiter de l'occasion pour perturber les travaux qui ont lieu au même moment sur la ZAD. Les opposant-e-s, suffisamment nombreuses par rapport à la vingtaine de gendarmes protégeant le géomètre, font cesser les relevés. Alors que nous

avançons d'un pas ferme, les gendarmes rebroussent chemin. Les travaux reprendront le lendemain avec 65 militaires pour escorte, mais le fait de les avoir fait reculer reste une belle image qui nous refile la pêche! Cette matinée complètement folle sera aussi marquée par une perquisition de la gendarmerie dans un des lieux occupés.

Sur ce terrain, duquel nous les avons chassés,

nous savions qu'ils devaient revenir pour terminer leur sale coup. Certain-e-s ont donc décidé d'occuper les lieux. Des tripodes, trois poteaux d'environ 4 mètres attachés ensemble à leur sommet et se positionnant « en tipi », permettent à quelqu'un-e de se jucher en haut, hors d'atteinte. Ces constructions, mises en place sur chacun des trois accès au terrain, et la présence de personnes dans un chêne, devaient empêcher la machine d'accéder au terrain. Le jour J, chacun-e était prêt-e; perché-e sur les tripodes à chacune des trois entrées possibles. Apparemment, la tête des gendarmes était belle à voir, l'effet de surprise était réussi... Pas pour longtemps, cinq, dix minutes d'hésitation avant que ceux-ci se décident à accéder au terrain à pied,

la machine sous le bras, cette dernière étant assez légère. Les travaux ont donc eu lieu, sous les yeux médusés des occupant-e-s du terrain, et ce n'est pas la dizaine de personnes arrivées en soutien qui aurait pu empêcher quoi que ce soit. Après des travaux qui se sont donc déroulés quasi tranquillement ce matin-là, le collaborateur géomètre/foreur et son escorte de 65 militaires sont repartis, laissant derrière eux le constat que la machine est en route et qu'on ne l'enraillera pas tou-te-s seul-e-s.

Quant aux commissaires enquêteurs, on a appris en lisant la presse qu'elles n'ont pas trop apprécié l'accueil dans le bourg. Tu m'étonnes! Il paraît même que du côté de la préfecture on songeait à délocaliser cette farce du côté de Nantes. Pas découragé-e-s pour autant, nos entêté-e-s de la commission ont décidé de revenir à NDDL pour les permanences suivantes, mais cette fois-ci en bonne compagnie. Environ 80 gendarmes mobiles, CRS et flics du renseignement sont là pour que rien n'arrive. Ils assisteront quand même à la première (?) manif sauvage dans le bourg de Notre Dame et devront lâcher des gaz lacrymogènes lors de ces deux rassemblements comptant jusqu'à 120 personnes lundi 22 novembre. Le samedi suivant, la pression est encore montée d'un cran : 250 opposant-es face à au moins autant de gendarmes mobiles et CRS, échanges de projectiles (des oeufs face à des gaz lacrymogènes), manifestation et barrages dans le bourg, café et soupe populaire devant la mairie, puis assemblée générale jusqu'à 14 h.

Les prochaines mobilisations auront lieu les 3, 10 et 16 décembre vers 8h30.

Bienvenu-e-s!!

Des
opposant-e-s
à
l'aéroport

Mardi 2 Novembre 2010

Devoir de né (d) action

20

Depuis bien quarante ans une lutte est en route
Contre le projet fou d'une grande autoroute
Et d'un aéroport, on le sait ô combien
Monstre urbain imposé, dévastateur bocain.

Les forages ont repris cet automne 2010
Des broyeurs et foreuses entourés d la police
Entament le bocage, le saccagent, le détruisent
"Non à l'aéroport!" Toujours la même devise!

Le mardi deux novembre, repéré dans les arbres
Un engin destructeur et ses projets macabres -
A été mis au pas, hors d'état de nuire
Et puis endommagé pour empêcher le pire.

La destruction commence, nous ne laisserions pas faire
Et puisqu'il le faut bien, nous serons tout l'hiver
Sur le tracé d la route pour empêcher encore
La construction brutale de cet aéroport!



Agenda

3 décembre, 8h30 : rassemblement devant la mairie de Notre Dame des Landes à l'occasion de la permanence des commissaires enquêteurs pour l'enquête publique sur le remembrement.

10 décembre, 8h30 : rebelote ; rassemblement lors de la permanence des commissaires enquêteurs.

10 décembre : Assemblée générale populaire (voir la brève à ce sujet). Lieux et horaires seront précisés par affichage et sur nantes.indymedia.org

16 décembre, 8h30 : et encore rassemblement lors de permanence des commissaires enquêteurs (!).

17 décembre, 17h, aux Planchettes : apéro pour fêter la sortie de ce premier numéro de Lèse Béton.

7 janvier : assemblée générale populaire à Nantes. Ca se passe à B17, 17 rue Paul Bellamy.

21 janvier : assemblée générale populaire.

22 janvier : concert de maintien du bocage ! Au lieu-dit la Pointe. Plus de précisions à venir...

Et certainement bien d'autres choses ...



Pour nous contacter/rencontrer

Vous pouvez nous envoyer vos commentaires, réflexions, colères, louanges, incompréhensions, etc. :

lesebeton@riseup.net

Le mieux c'est quand même de nous rencontrer : cela peut être chez vous (on accepte les invitations !), mais on vous propose sinon de passer nous voir aux Planchettes (dans la cabane en bois au milieu du terrain) certains vendredis, à partir de 17h. Dates à venir : vendredis 17 décembre (pas le 24 ni 31 décembre), 7 janvier, 21 janvier. Le 17 décembre, on prévoit l'apéro pour fêter la sortie du journal, venez nombreux-ses !